

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUISSON EFFILOCHAGE

Lieu-dit Pierretton
69470 La Ville

Références : UDR-SSDAS-24-299-LL
Code AIOT : 0006103599

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement BUISSON EFFILOCHAGE implanté 1975 route de la Bûche Cours la Ville 69470 Cours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUISSON EFFILOCHAGE
- 1975 route de la Bûche Cours la Ville 69470 Cours
- Code AIOT : 0006103599
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

A 600 m d'altitude et dans un fond de vallée bocagère en pente modérée vers le sud, le site s'est développé au-dessus du lit d'un petit cours d'eau, appelé ruisseau Buisson dans l'Arrêté préfectoral

de 1991. Depuis plusieurs générations, les procédés productifs sur ce site se font à sec (pas d'eau de process ni de teinture). Un bassin ou étang est installé juste en amont hydraulique du site, avant que le ruisseau busé ne passe sous le site. Les abords des bâtiments et le chemin d'accès depuis la RD8 sont en matériau stabilisé, en bon état, sans drainage particulier (terrain en pente douce). Les semi-remorques accèdent facilement au site, peuvent effectuer les manœuvres nécessaires aux abords des bâtiments. La société Buisson Effilochage est installée sur son site depuis 4 générations et a connu de multiples évolutions. A partir d'un atelier de dimensions très réduites (avant 1950), le site s'est agrandi dans les années 1950-80 pour atteindre la surface couverte actuelle, de 4000 m². Elle est devenue ICPE en 1991, par régularisation et au régime de l'autorisation, pour son activité d'effilochage de vieux chiffons, et au régime de la déclaration pour le stockage de matières combustibles (ballots de textiles) en entrepôt couvert. Ce n'est qu'en 2017, suite à une visite d'inspection et suite à une évolution de la nomenclature des ICPE, que le classement du site bascule en rubrique 2791-1 « déchet » pour 15 tonnes / jour. L'activité productive consiste à fabriquer du feutre, vendu soit sous forme de balles ou de rouleaux, soit sous forme de produits prêts à l'emploi comme les disques servant dans le domaine de l'horticulture / pépinières. Cette dernière production nécessite une phase de « nappage » et de découpe. Le risque incendie est le principal risque accidentel sur ce site. L'empoussièrément et la présence de fibres associées à des éléments fins, contribue à accroître le risque de départ de feu d'origine électrique ou lié à la chaleur. Un sinistre en 1989 avait entraîné le classement ICPE du site. Un sinistre assez important en 2003 avait entraîné l'installation d'une réserve d'eau de 615 m³ en silo, reliée à une installation de sprinklage. Un départ de feu au mois de juin 2022, sans conséquences notables, est venu rappeler ce risque à l'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Effilochage et pulvérisation de chiffons	Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 1	Sans objet
2	Dossier ICPE Entrepôts	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
3	Situation administrative au titre des ICPE Entrepôts	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II	Sans objet
5	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
9	Rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 4.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site BUISSON EFFILOCHAGE a une activité de traitement de déchets (chutes) textiles ayant sensiblement diminué, ce qui justifie son passage au régime de la déclaration lors de la prochaine mise à jour de son arrêté préfectoral. Cette baisse semble de nature structurelle et non conjoncturelle.

Les risques d'incendie liés à l'activité productive et au stockage de chiffons ou feutres imposent un nettoyage semestriel du site (au lieu d'annuel) dès 2025, un Plan de défense incendie sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Effilochage et pulvérisation de chiffons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 1
Thème(s) : Situation administrative, tonnage traité
Prescription contrôlée : Supérieur à 10 t / j et maximum 15 t / j
Constats : <p>La rubrique 2791-1 concerne les sites de traitement de déchets non dangereux soumis au régime de l'autorisation si leur capacité de traitement de déchets est supérieure à 10 tonnes / jour. Pour ce site, le classement est effectif sous cette rubrique à compter de l'APC du 13/11/2017. Antérieurement, cette activité d'effilochage était couverte par la rubrique 129 « effilochage et pulvérisation de chiffons », avec une capacité identique (15t/jour).</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant demande à passer à moins de 10 t/j et donc relever du régime de la déclaration, car la baisse du tonnage produit est continue depuis plusieurs années.</p> <p>L'exploitant a transmis le détail des quantités de matières premières entrantes et des quantités produites. Effectivement, le site a une production en baisse et qui utilise prioritairement les matières premières en stock.</p> <p>La demande de l'exploitant est recevable et sera effective lors de la prochaine mise à jour de son <u>AP</u>.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier ICPE Entrepôts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant exerce l'entreposage de matières textiles en balles dans 3 bâtiments couverts, dont un est séparé des autres par une route de 12 m de largeur. D'autres stocks-tampons sont liés à la production en cours des machines.</p> <p>Lors de la présente visite dans l'ensemble des bâtiments, une estimation des stocks en place est effectuée : le site comporte ce jour près de 300 tonnes de balles de textile (1 entrepôt comporte 70t, un second 80 t et l'entrepôt extérieur 120 t ; divers petits stocks en sus). La hauteur maximum de 8 mètres est bien respectée. La capacité maximale de stockage du site, estimée à un maximum de 700 t depuis l'APC de 2003, nous paraît réaliste, selon la capacité libre de stockage restant lors de la présente visite.</p> <p>L'exploitant indique que son activité actuelle et de ces 5 dernières années implique de moins en moins de stockage de matière en entrée. Ainsi l'exploitant demande que son site ne soit plus soumis au régime de la déclaration pour son activité d'entreposage (capacité inférieure à 500 t).</p> <p>La demande de l'exploitant est recevable et sera effective lors de la prochaine mise à jour de son AP.</p> <p>Le rapport de visite de l'assureur, en date du 23/06/2022, met en avant le risque lié à l'empoussièrement récurrent des têtes de sprinkler. Il demande également un nettoyage complet à une fréquence supérieure à celle indiquée par l'exploitant, d'une fois par an.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
A compter du 1 ^{er} janvier 2025, l'exploitant s'assure et justifie du nettoyage complet de ses locaux productifs et entrepôts à une fréquence semestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative au titre des ICPE Entrepôts

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Situation administrative, Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : Le site n'a plus à être classé 1510-2c. Voir constat n°2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II
Thème(s) : Risques accidentels, information des secours
Prescription contrôlée : II.- Dispositions applicables aux installations à déclaration : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire de 2017 autorise un stock maximal de 700 t dans 20 000 m3, au titre de la rubrique 1510.2C DC. L'exploitant demande à ne plus être classé sous cette rubrique et apporte des justifications.

Les stocks à risque sont les matières textiles, classées comme combustibles. Le site ne dispose pas d'un pont bascule mais un suivi précis des entrées / sorties de matière est opéré. Sur les 6 derniers mois (avril à septembre 2024), les entrées matières cumulées sont de 635 t tandis que les sorties de production facturée sont de 709 t.

L'état des stocks réalisé une fois par an au 30/08, indique :

- au 30/08/2023 : 561 t de matières premières / déchets

- au 30/08/2024 : 311 t de matières premières / déchets

Ces données traduisent la contraction de l'activité, signalée par l'exploitant. La visite a permis de constater un site fonctionnant à effectif réduit et avec une réduction effective des stocks.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

Constats :

La visite des cellules de stockage a permis de vérifier le respect de la hauteur maximale des 8 m et la séparation des différents îlots. Le site comportait au plus 300 t lors de la visite, réparties dans 3 entrepôts.

L'exploitant indique être contrôlé une fois par an par l'entreprise chargée de l'entretien de son système de sprinklage, Tyco Integrated Fire & Security France SAS, qui possède les certificats APSAD IF.1 n° 011/01 de service d'installation et de maintenance de systèmes d'extinction automatique à eau, type sprinkleur, et E1 n°011/02/E1 de service de vérification de systèmes d'extinction automatique à eau, type sprinkleur.

Hormis l'empoussièrement (cf. constat n° 2), les conditions de stockage sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Risques accidentels, La détection incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site,[et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées].Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : L'ensemble du site productif incluant l'entreposage est sous détection via le système de sprinklage installé en 2004. Chacune des deux lignes d'effilochage est équipée de capteurs de surchauffe et d'un réseau d'amenée d'eau en cas de départ de feu. La détection incendie semble proportionnée aux risques, sous réserve de maîtriser l'empoussièrement du site (Cf. constat n°2) y compris les têtes de sprinkler.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services

<p>départementaux d'incendie et de secours ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. » <p>Pour les installations déclarées avant le 30 avril 2009, les points autres que celui relatif aux extincteurs au deuxième tiret ci-dessus ne sont applicables qu'à compter du 1er juillet 2020.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un silo de réserve d'eau d'incendie de 615 m³, en lien direct avec le système de sprinklage. Par ailleurs 7 RIA et une vingtaine d'extincteurs assurent la défense du site en heures ouvrées. Ces équipements sont vérifiés une fois par an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, prévention d'un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi

<p>que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Bien que disposant de différents moyens de défense incendie et d'affichage de certaines consignes, l'exploitant ne dispose pas du PDI tel qu'exigé par cet article.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit dans un délai de 3 mois établir un Plan de défense incendie conforme au référentiel exigé par le présent article.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue d'éviter une pollution des eaux du ruisseau des Buissons par les eaux d'extinction d'un incendie, l'exploitant réalisera, dans un délai de 3 mois, une rétention de 300 m3 minimum (en aménageant l'aire de parking existante) obturable par une vanne d'arrêt ou tout dispositif d'efficacité équivalente. Ce dispositif, fréquemment visité, sera toujours maintenu en bon état de fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 1989, un sinistre avait conduit à une pollution du ruisseau, ce qui avait conduit au classement</p>

ICPE du site et à l'article 4.2.3 de l'arrêté initial de 1991, qui n'a fait l'objet d'aucune modification lors de la prise des arrêtés complémentaires ultérieurs.

En 2003, un sinistre relativement important a conduit l'exploitant à s'équiper d'une cuve de 615 m³ d'eau associée à un système de pompage et sprinklage centralisé, situé entre les bureaux et l'usine.

En juin 2022, un incendie relativement mineur a eu lieu. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer ce que sont devenues les eaux d'extinction.

Ces événements montrent bien le risque d'incendie, puis de pollution du milieu naturel en aval du site, en cas d'incendie important. La visite de terrain a permis d'identifier un remblai en aval immédiat du site, qui pourrait éventuellement servir à implanter la rétention d'eau imposée depuis 1991 et non réalisée à ce jour. L'assistance d'un bureau d'étude et d'une entreprise de travaux publics est nécessaire avant réalisation de cet ouvrage.

Cependant, au vu de la contraction de l'activité, l'exploitant s'engage à stocker moins de 500 t de matières combustibles. Comme il a été vu dans les constats précédents, cette évolution permet à l'exploitant de ne plus être soumis à la rubrique 1510 2C qui prévoit une telle rétention. L'exploitant est informé qu'en cas de cession de son site, tout nouvel exploitant devra créer une capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie si la quantité de matières combustibles stockée dans les entrepôts du site dépasse les 500 t.

Type de suites proposées : Sans suite